

"Monsieur Paty", un professeur décapité érigé en symbole de la liberté d'expression

Conflans-Sainte-Honorine, 21 oct. 2020 (AFP) -

Des milliers de personnes dans la rue, la légion d'honneur et un hommage national : Samuel Paty, décapité le 16 octobre par un islamiste après avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves, est devenu en France un symbole de la liberté d'expression.

Samuel Paty, 47 ans, était "un collègue investi dans sa mission auprès des élèves", ont souligné les professeurs de son collège du Bois d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), dans un communiqué commun. "A travers lui, c'est toute l'école républicaine qui est visée", ont-ils écrit.

"Le socle de l'école publique repose sur les valeurs républicaines et laïques. Ce sont bien ces valeurs que défendait Samuel dans son enseignement sur la liberté d'expression", ont-ils insisté.

Parce qu'il avait montré des caricatures de Mahomet à ses élèves les 5 et 6 octobre, ce professeur d'histoire-géographie a été assassiné par un réfugié d'origine russe tchéchène de 18 ans, qui a ensuite été abattu par la police.

"Monsieur Paty", comme l'appelaient ses élèves, a été décapité dans une rue entre l'établissement et son domicile, vers 17H00. Les vacances scolaires de la Toussaint venaient à peine de commencer.

Un hommage national lui a été rendu mercredi soir à l'université parisienne de la Sorbonne, lieu symbolique de l'enseignement. La légion d'honneur lui a également été décernée à titre posthume.

"Nous continuerons ce combat pour la liberté" dont Samuel Paty est "le visage", a déclaré le chef de l'Etat dans un discours vibrant.

"Samuel Paty fut tué parce que les islamistes veulent notre futur et ils savent qu'avec des héros tranquilles tels que lui, ils ne l'auront jamais", a insisté Emmanuel Macron.

- "A fond dans son métier" -

Samuel Paty, père d'un garçon de cinq ans, "était super, très conciliant et à l'écoute", dit Hugo, un de ses élèves, qui suivait des cours de soutien toutes les semaines avec lui.

"Quand mon fils avait un souci, il l'écoutait. Personne ne mérite ça, mais lui encore moins", confie à l'AFP Nathalie Allemand, une mère d'élève dont le fils a eu M. Paty comme professeur principal.

Après avoir enseigné dans plusieurs établissements scolaires en Seine-et-Marne, près de Paris, cet enseignant, par ailleurs amateur de sports de raquette, avait demandé sa mutation pour suivre sa compagne d'alors.

Le quadragénaire, cheveux bruns coupés court et lunettes sur le nez, venait d'effectuer sa troisième rentrée au collège du Bois d'Aulne, posé dans un quartier pavillonnaire de cette ville tranquille de 35.000 âmes, au nord-ouest de la capitale.

"Il était à fond dans son métier", témoigne Martial, un ancien élève désormais lycéen. "Il voulait vraiment nous apprendre des choses. De temps en temps, on faisait des débats, on parlait."

Cet attentat a suscité une vague d'effroi à travers le pays. Depuis vendredi, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées pour dénoncer la "barbarie" et soutenir le monde enseignant.

"Cette liberté d'expression que Samuel Paty enseignait à ses élèves" avait pour objectif de "lutter contre l'obscurantisme", a salué Laurent Brosse, le maire de Conflans-Sainte-Honorine, où une marche blanche a réuni mardi plus de 6.000 personnes.

- "Pas dans son assiette" -

Comme les années précédentes, le professeur avait montré à ses élèves, des adolescents, des caricatures de Mahomet parues dans le journal satirique Charlie Hebdo, dans le cadre d'un cours d'enseignement moral et civique, consacré à la liberté d'expression.

Quelques jours plus tard, il fut ciblé par une vindicte mensongère, ourdie par un père d'élève sur les réseaux sociaux, et massivement partagée. Dans une vidéo, cet homme qualifiait l'enseignant de "voyou" et invitait d'autres parents à se mobiliser pour obtenir son exclusion.



PAYS :France
SURFACE :105 %
PERIODICITE :Quotidien



► 21 octobre 2020 - Edition Fil Gen

Brahim C. avait porté plainte contre Samuel Paty et avait aussi échangé avec l'assassin. Il avait également été reçu par la principale, responsable du collège, accompagné du sulfureux militant islamiste Abdelhakim Sefrioui. Le professeur avait en retour déposé une plainte en diffamation.

Depuis la polémique, dont avait connaissance le rectorat qui a répété avoir "toujours" apporté un "soutien total" à M. Paty. Ce dernier "n'était pas dans son assiette", avait observé Myriam, une collégienne de 13 ans, mimant son attitude renfrognée quand il déambulait dans les couloirs.

fan-clw/pgs/dlm

Afp le 21 oct. 20 à 23 12.